



La Commune



Une colonisation généralisée

Palestine

La mise en place d'une colonisation rampante s'effectue sous une autre forme que l'implantation des colonies. Elle se fait, de plus, avec l'appui d'hommes d'affaires palestiniens, par le biais de la création de zones industrielles le long du Mur, mais en territoire palestinien. Si l'on en croit la livraison du "*Monde diplomatique*" de juin 2004, dès 1993, il fut question de créer, à l'initiative de fonctionnaires sionistes et palestiniens, neufs parcs industriels au bord de la ligne verte datant de l'avant-1967 et séparant Israël de la Cisjordanie et des territoires restés à majorité palestinienne entre 1948-49 et 1967. Deux des parcs fonctionnent : Erez sur la frontière avec la bande de Gaza, emploie 4500 palestiniens ; le parc dit des "*bourgeois de la paix*", non loin de Tulkarem, utilise 500 travailleurs palestiniens. Rappelons qu'avant septembre 2000, 120 000 palestiniens travaillaient en Israël, parfois légalement, parfois au noir. Ils en sont exclus depuis cette date. Le chômage touche maintenant 45% de la population active en Cisjordanie et 60% dans la bande de Gaza. On n'inclut pas dans ces statistiques les paysans victimes de l'édification du Mur et qui sont coupés de leur terre nourricière, car l'arrêt de la Cour israélienne au sujet du tracé du mur ne concerne qu'une petite quantité de villageois. Toujours dans le même article du "*Monde diplomatique*", une citation de l'ex-maire de Jérusalem et membre de la coalition de Sharon, nous apprend "*que les zones industrielles résoudront à la fois le problème du chômage palestinien et celui du coût élevé de la main d'oeuvre pour les industriels israéliens qui délocalisent actuellement en Extrême Orient, et ce sans aucun risque, puisque les palestiniens ne franchiront pas la Ligne Verte*".

Une zone industrielle attrayante

Un fonctionnaire sioniste du ministère de l'Industrie, Gabi Bar, explique plus loin que si la zone industrielle d'Erez "*est encore attrayante pour 200 usines qui sont restées là en dépit des attaques terroristes, c'est en raison des bas salaires des travailleurs : environ 1500 shekels (270 €) comparés aux 4500 shekels (810€) de salaire minimum en Israël*". Il ajoute que les employeurs n'y sont pas soumis à la législation du travail en vigueur en Israël. Le même ministre déclare aussi qu'il existe un plan pour créer des "*enclaves palestiniennes*" en territoire sioniste dans lesquels les lois israéliennes du travail ne seraient pas appliquées, mais que le syndicat unique d'Israël, la Histadrout, s'y opposerait. Un autre facteur de délocalisation d'usines israéliennes surgit avec le projet d'installer aux abords de la Ligne Verte des zones de non-droit en matière de législation du travail et de lois sur l'environnement : l'installation d'industries polluantes qui gênent les narines sionistes des rivages méditerranéens comme les fabriques de pesticides. Ces usines seraient déplacées dans les parcs industriels comme celui de Tulkarem en Cisjordanie (cité plus haut). Un homme d'affaire palestinien, Abd el Malek, dirigeant de la Société de développement de la zone industrielle palestinienne et proche du ministre palestinien Maher Almasri, veut réunir les fonds pour créer deux parcs industriels dans des zones de ce type, l'un au nord de Jénine (Cisjordanie), l'autre à Rtah (centre-nord). Deux autres concernent Rafah (sud de la bande de Gaza) et Tarkumia, près de Hébron (sud de la Cisjordanie). Globalement, les quatre parcs industriels offriraient 100 000 emplois (on estime à 560 000 la population active de la Cisjordanie). Rappelons que 60% des palestiniens vivent en dessous du seuil de la pauvreté (2,10 dollars/jours) et 40% ne mangent pas à leur faim. On pourrait, de prime abord, se réjouir de ces créations possibles d'emplois. Mais il est clair que les conditions de travail qui attendent les ouvriers palestiniens sont tout simplement celles d'un bagne. Monsieur Bar, le sioniste, déclare : "*la condition fondamentale est que la sécurité de ces parcs soit exclusivement assurée par les Israéliens [...]. Si une usine est située dans un secteur que nous sécurisons nous-mêmes, nous pourrions dire que cette usine est située en Israël (!) Ses marchandises auront moins besoin d'être contrôlées que celles d'une usine implantée à Naplouse[en Cisjordanie, NDLR] "*

Expropriés et surexploités

Ainsi les gardes-chiourme sionistes pourront surveiller nuit et jour leurs semi enclaves palestiniennes. Et, pour la réalisation de ces projets liberticides et spoliateurs, certains paysans des environs de Jénine ont déjà reçu un avis d'expropriation et de confiscation de 6000 Dounams (1 dounam = 1/10^e d'hectare) sous quinze jours. Il s'agit de terres adossées au Mur, placées sur les territoires occupés depuis 1967, mais installées sur le versant sioniste du Mur depuis l'érection de ce dernier. En somme, les parcs industriels seront implantés sur les territoires occupés depuis 1967, mais sur le côté du Mur tourné vers Israël. Ainsi, derrière les prétextes de sécurisation anti-terroriste, se cache le concentré (si on peut dire) de la politique, l'économie, et la mise en place d'un dispositif d'exploitation d'un prolétariat à la fois occupé et opprimé, soumis à des conditions "*hors normes*" de travail. Comme le dit Faiz Al Tanib, membre de l'Union des fermiers : "*On prive 50 familles de leurs terres pour que 50 autres travaillent dans l'usine*". Voilà le moteur de l'exploitation capitaliste à laquelle se livrent les dirigeants sionistes, qui n'ont rien à envier aux industriels britanniques du milieu du XIX^e siècle.

La lutte pour l'émancipation de la Palestine, c'est, plus que jamais, l'un des visages de la lutte des classes.

Modifié le mercredi 22 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Palestine

Israël : chantre de l'apartheid.

La proposition de députés de la Nupes à l'Assemblée Nationale, de qualifier la politique de l'État sioniste comme une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, crée de... >>



Israël : un gouvernement dans la tempête qui continue à assassiner les Palestiniens

La coalition anti-Netanyahou connaît des heures difficiles. Cette coalition hétéroclite va de la droite sioniste religieuse à la gauche laïque et "radicale" en passant par un parti arabe... >>



Israël : un sioniste en chasse un autre !

Le dimanche 13 juin 2021, Benyamin Nétanyahou a été contraint de quitter son poste de premier ministre par une coalition hétéroclite allant de la droite extrême à la pseudo gauche... >>



Halte à l'attaque israélienne. Vive la résistance palestinienne



Le conflit actuel a commencé en avril, avec l'offensive israélienne visant à expulser les Palestiniens de Sheik Jarrah, à Jérusalem-Est. Ici, nous abordons l'actualité, la résurgence des... >>



Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaît de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>



Palestine : l'apartheid sioniste en action

Israël officialise en juillet 2018 sa politique d'apartheid. La jeunesse, loin de se soumettre à cette politique, se mobilise malgré une répression sauvage. Alors que l'apartheid se poursuit, la jeunesse se mobilise... >>